



Le BIANCO en bref...

Notre VISION :

D'ici 2029, le BIANCO sera un instrument efficace, efficient et crédible dans sa mission de mise en œuvre de la lutte contre la corruption, et un levier de changement en faveur de la réduction significative de ce fléau

Notre Mission : Conduire la mise en œuvre de la SNLCC

Nos Valeurs : CCREDII

Conformité à la loi
Confidentialité
Responsabilité
Efficacité
Dignité
Impartialité
Intégrité

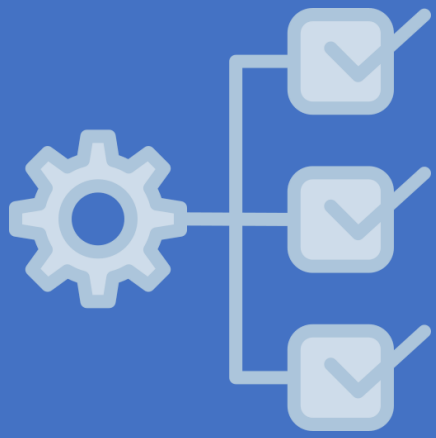
03
DIRECTIONS
CENTRALES

06
DIRECTIONS
TERRITORIALES

04
ANTENNES
REGIONNALES

01
ANTENNE
SPECIALE





Réalisations en matière d'Investigation

Détecter avec détermination et performance ...



« En 2030, Madagascar sera une île d'intégrité où les réseaux de corruption et l'impunité ne seront plus un frein au développement durable ».



VOLET « INVESTIGATION »

Réception et traitement des doléances

01



Personnellement – par mail – par téléphone – plateforme i-Toroka

Renseignements opérationnels

03



Renseignements – Enquête de moralité et Analyse criminalistique

Investigation sur des cas de corruption

02



Enquête judiciaire, financière, numérique et patrimoniale – Gel des comptes – Saisie des biens

Gestion dynamique des Déclarations de patrimoine

04



Liste des assujettis – Collecte et Exploitation des déclarations de patrimoine



Des efforts enregistrés ...

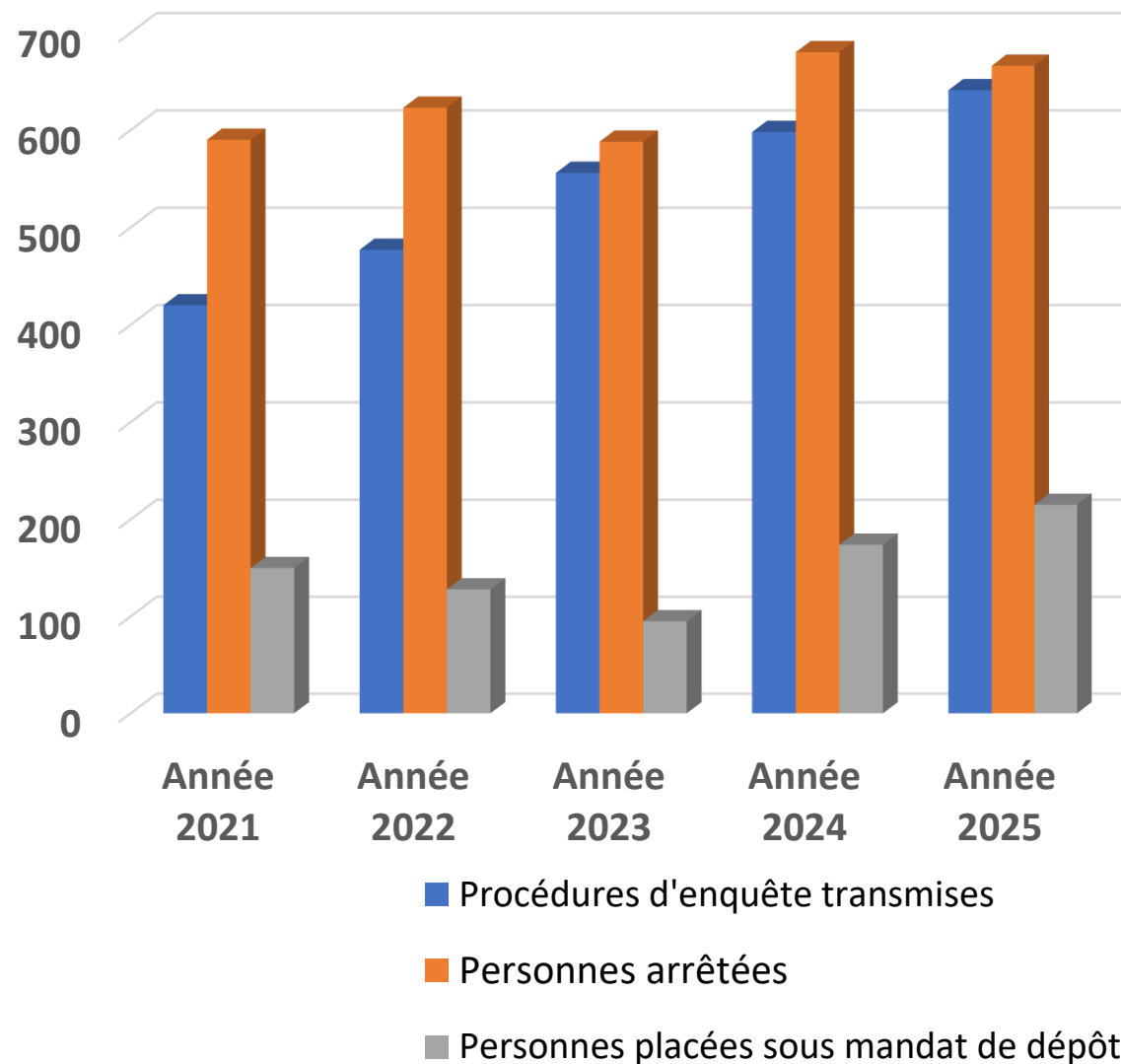
- **641 cas de corruption détectés** dont les PV ont été transmis aux juridictions compétentes, soit une augmentation de **7,19%** par rapport à l'année précédente.
- **215 MD**, soit une augmentation considérable de **23,56%**.



L'impunité
c'en est assez !

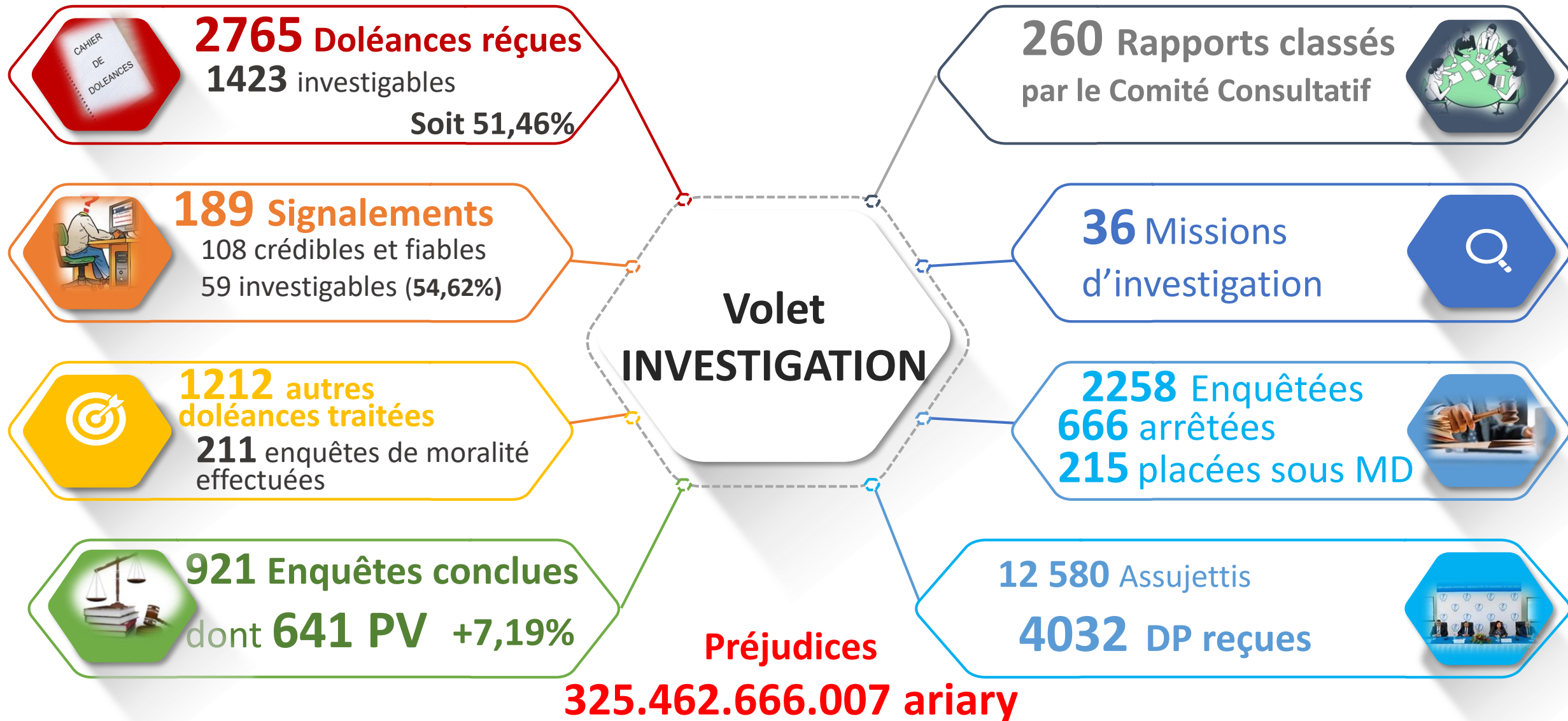


Revue sur les procédures d'enquête



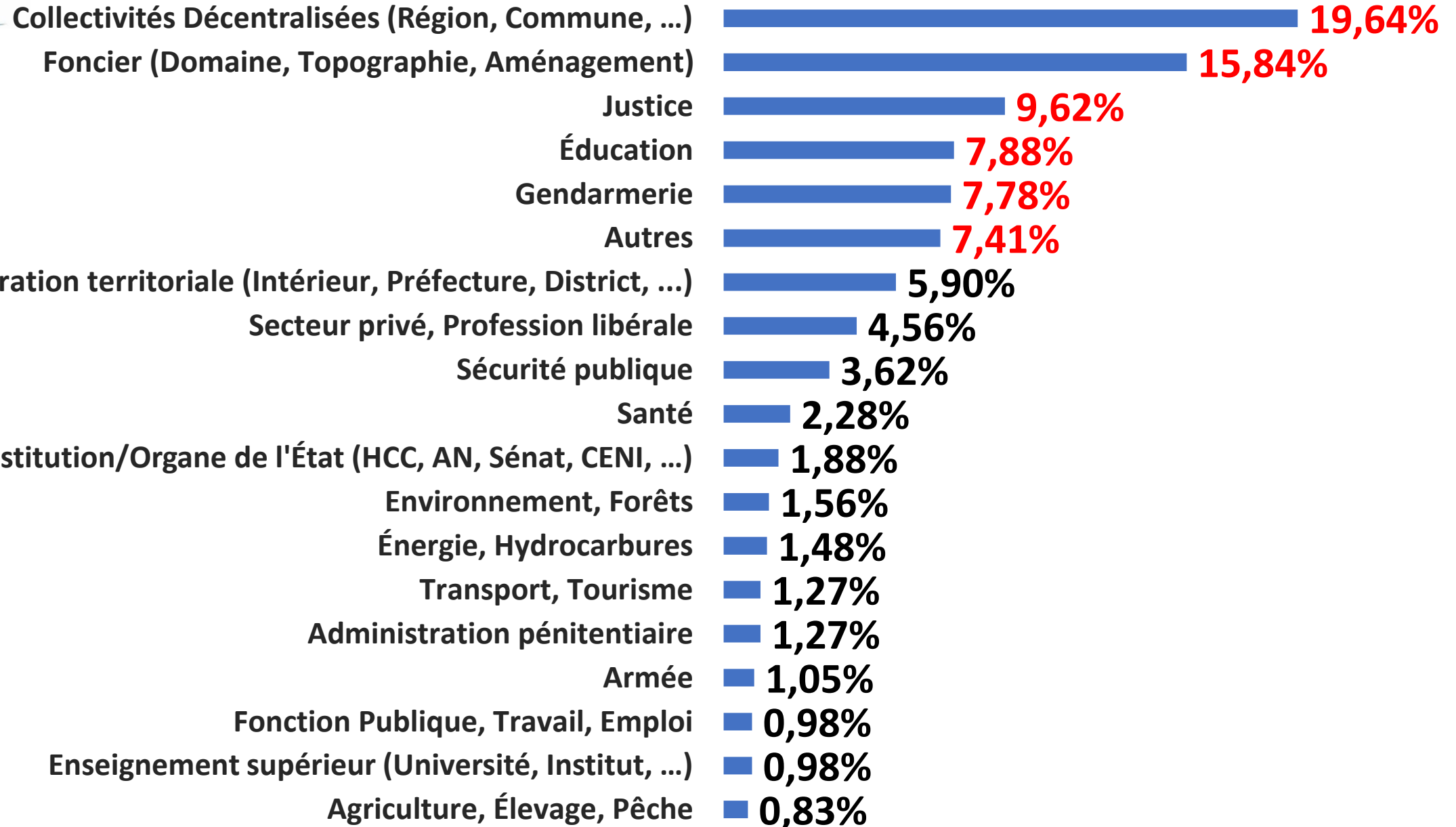


Investigation en chiffres ...



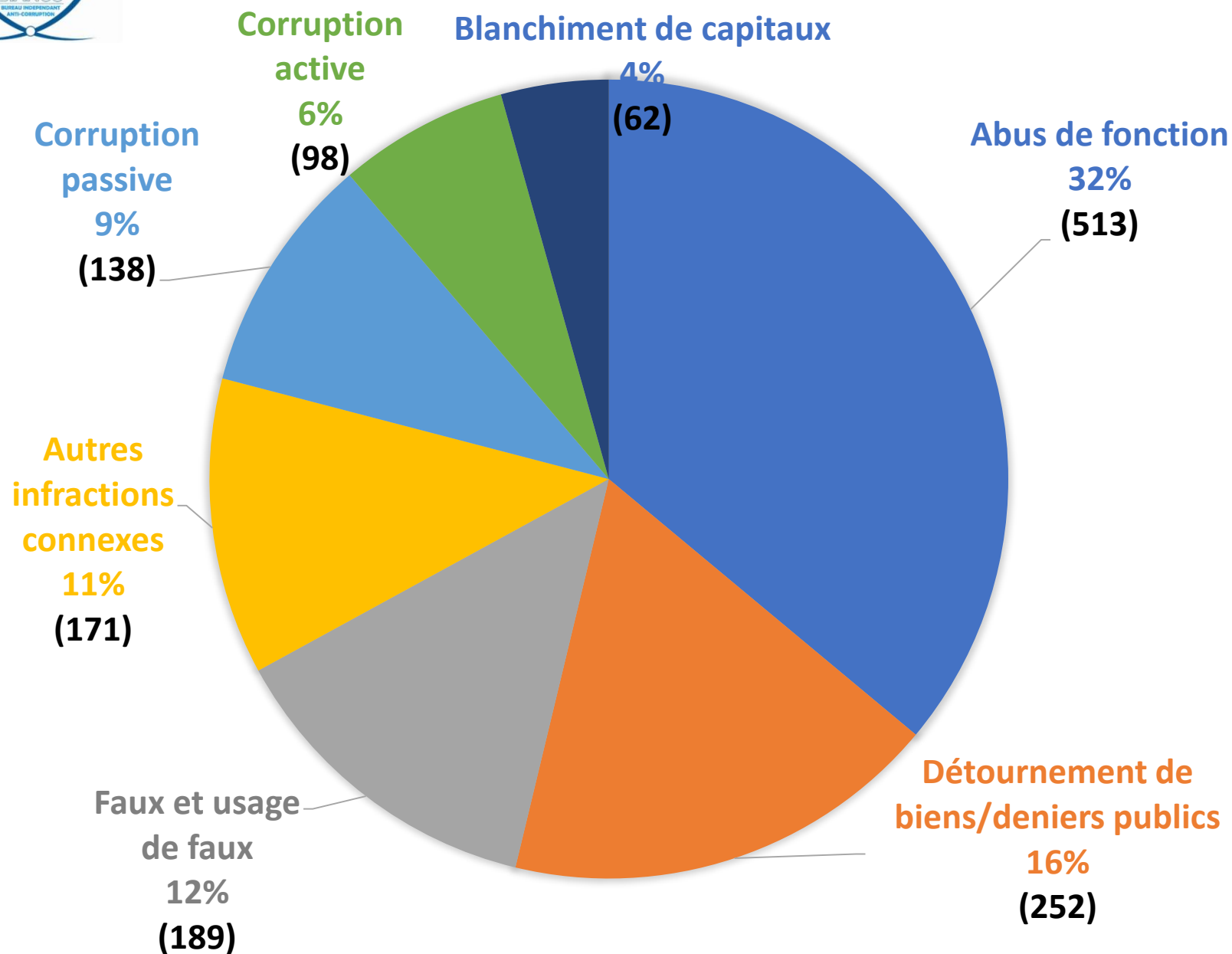


Classement des secteurs les plus décriés





Les infractions récurrentes



Qualifications des infractions	Cas
Concussion	50
Favoritisme	40
Conflit d'intérêt	29
Trafic d'influence	20
Enrichissement illicite	15
Détournement d'objets saisis	8
Usurpation de titre	6
Recel	6
Exonération et franchises illégales	3
Dénonciation abusive	3
Prise d'avantage injustifié	2
Prise d'emploi prohibé	1
Commerce incompatible	1
Cadeaux illicites	1
Défaut de déclaration de patrimoine	1



Catégorie des personnes impliquées

Catégorie des personnes	Enquêtées	Arrêtées	Placées sous mandat de dépôt
Membres du Gouvernement	1	0	0
Membres des Institutions	2	0	0
Membres des institutions judiciaires	18	0	0
Hauts fonctionnaires nommés par Décret	53	20	7
Dirigeants de Sociétés et Entreprises	86	23	8
Fonctionnaires de l'Administration des Douanes	0	0	0
Fonctionnaires de l'Administration Fiscale	2	0	0
Fonctionnaires de l'Administration du Trésor	11	5	4
Fonctionnaires de l'Administrations Domaniales	116	32	6
Fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire	21	9	3
Fonctionnaires de l'Administration Territoriale	75	29	15
Fonctionnaires de l'Administration de la Santé	55	30	4



Catégorie des personnes impliquées

Catégorie des personnes	Enquêtées	Arrêtées	Placées sous mandat de dépôt
Fonctionnaires de l'Administration de l'Éducation	183	65	29
Élus des collectivités territoriales	249	60	20
Fonctionnaires Cadre A,B,C,D	15	4	4
OPJ de la Gendarmerie	9	1	0
OPJ de la Police Nationale	15	4	4
OPJ dans l'Administration spécialisées	9	1	0
Membre des corps Administrateurs, Inspecteurs, Commissaires dans l'Administration Publique	3	0	0
Ordonnateurs et comptables publics	105	30	16
Dirigeants sociaux au sein des établissements publics, sociétés à participation publique	38	2	0
Autres	1114	320	82



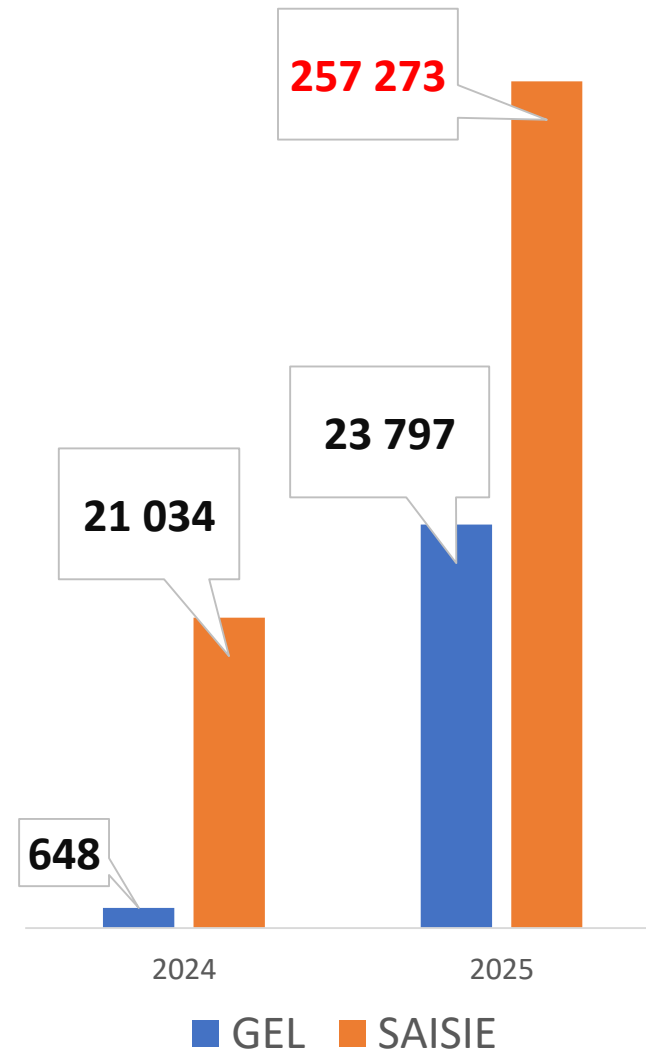
Efforts en matière de recouvrement des avoirs illicites

83 Procédures de saisie – gel de comptes (2025)

		Valeurs (Ariary)
Gel de compte bancaire	59 comptes	21 034 175 035
Véhicule	16	2 690 500 000
Moto	4	43 000 000
Bateau	1	300 000 000
Terrain non bâti et immeuble (plus de 578ha et 26 immeubles)	53 propriétés foncières	113 897 187 658
Produits miniers	28 000 tonnes	140 341 860 000
TOTAL		278 306 722 693

- ✓ 46 procédures dans les finances publiques
- ✓ 09 cas traités sur les grands contrats publics
- ✓ 16 irrégularités constatées sur les marchés publics

Évolution 2024-2025
(millions d'ariary)





Opérationnalisation de l'Antenne spéciale du BIANCO à l'Aéroport international Ivato

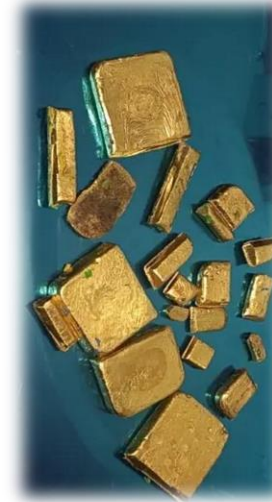
- Présence permanente et visible du BIANCO au sein de la plateforme aéroportuaire
- Référence institutionnelle pour les questions liées à la lutte contre la corruption
- Renforcement de la vigilance à travers l'observation et le signalement des comportements suspects

Résultats opérationnels :

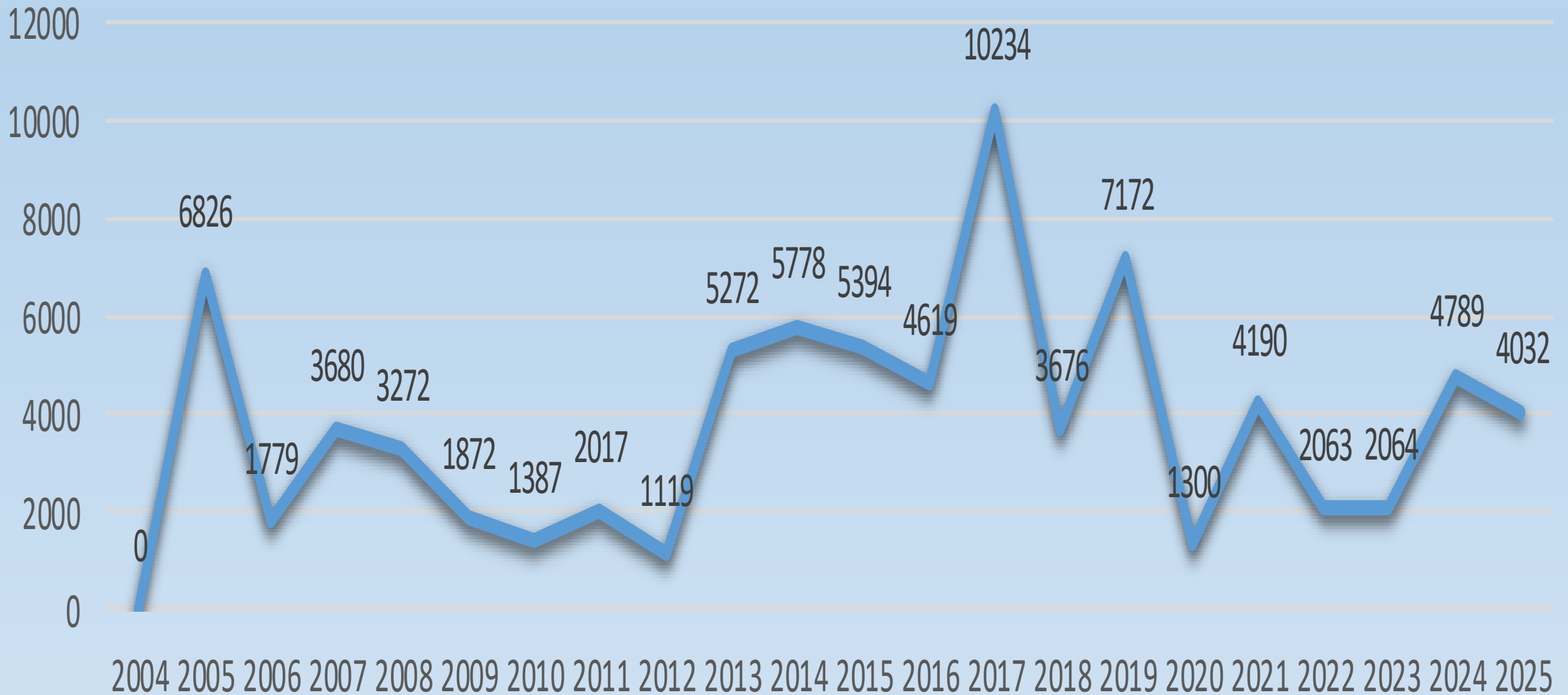
- ✓ 09 cas de trafic d'or interceptés
- ✓ 04 cas de trafic d'espèces sauvages
- ✓ 03 cas d'exportation illicite de pierres précieuses
- ✓ 04 cas de non-déclaration de devises interceptés

Relation usagers :

- ✓ Information et orientation des voyageurs sur leurs droits et obligations
- ✓ Sensibilisation aux mécanismes de dénonciation
- ✓ 04 doléances reçues



Historique sur la réception des déclarations de patrimoine depuis 2004





Mode opératoire des irrégularités observées dans les marchés publics



Personnalité politique

bénéficiaire effectif

importation massive des articles



1 *indiqué par*

3 *use de son influence auprès des*



Fournisseur adjudicataire pré-identifié

Société écran ou prête-nom

2

- **Cumul de fonctions clés (PRMP – OrdSec – GAC)**
- **Recours injustifié à l'urgence impérieuse**
- **Démarrage anticipé des opérations d'importation**
- **Ordonnancement de paiement avant livraison effective**
- **Livraisons partielles ou non conformes**

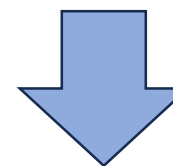
régularisation de l'adjudication

4



Membres du Gouvernement
Ordonnateur délégué

propose en Note de Conseil



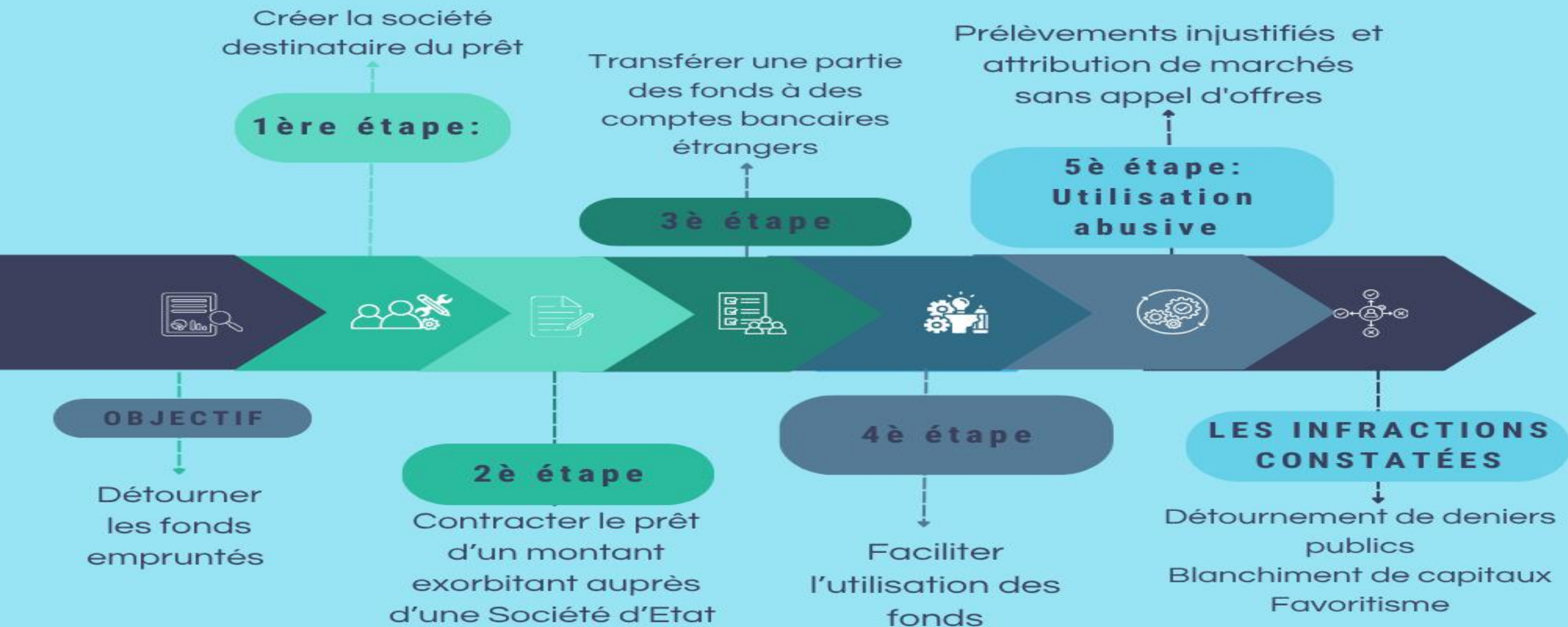
Conseil des Ministres

Contournement structuré des règles de passation ayant entraîné un préjudice estimé à 100,2 milliards Ariary



Mode opératoire de détournement de deniers publics et de blanchiment de capitaux

DÉTournEMENT DE DENIERS PUBLICS ET BLANCHIMENT DE CAPITALS





Mode opératoire de la pré-attribution du marché à une entreprise appartenant à un proche du Dirigeant

Fraude dans la passation de marché public

Antériorité des travaux et entente préalable

Début de travaux avant signature de contrat

Complicité dans la conduite du marché

Tolérance des irrégularités

Autres indices de l'infraction

Lien personnel
Négociations

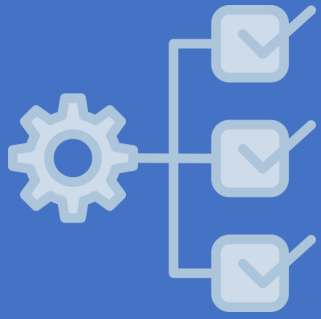


Marché frauduleux

Concurrents fictifs

Blanchiment de la procédure

Trois offres pour valider le marché



Réalisations en matière de Prévention

Mieux cerner les risques de corruption afin de les éliminer



« Rechercher les facteurs de corruption afin de recommander des réformes visant à les éliminer ».



VOLET « PRÉVENTION »

Cartographie des risques de corruption

01



Identification des risques et proposition des recommandations.

Appui technique pour la crédibilisation des concours administratifs

03



Mise en place des dispositifs de sécurisation des concours.

Accompagnement à la digitalisation des procédures administratives

02



Promotion de la numérisation de l'administration

Accompagnement à l'adoption des PILCC

04



Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de la PILCC.

Assistance technique à la LCC dans le secteur privé

05



Accompagnement à la mise en place des bonnes pratiques du SMAC



03 Cartographies des risques de corruption dans les CTD

1

**Commune Urbaine
Antsohihy**

**Perception des
ristournes sur
les produits
locaux**

2

**Commune Urbaine
Fianarantsoa**

**Gestion des
actes d'état
civil**

3

**Commune Rurale
Tsiroanomandidy**

**Gestion des actes
d'état civil**

Des efforts particuliers ont été portés sur les CTD étant le secteur le plus décrié en termes de doléances



Les facteurs de risques communs aux CTD

- ✗ Prédominance de l'interaction humaine tout au long des processus facilitant la sollicitation ou l'offre d'avantage indu
- ✗ Mauvaise condition de travail (insuffisance et vétusté des matériels) entraînant le retard de la production des actes
- ✗ Faiblesse des contrôles internes



- ✗ Manque de traçabilité des opérations : cahiers d'enregistrement et de transmission quasi inexistant
- ✗ Insuffisance ou inexistence de procédures écrites et harmonisées
- ✗ Concentration des pouvoirs entre les mains de quelques agents
- ✗ Manque de sensibilisation des acteurs aux normes d'intégrité



Les principales recommandations des participants

- ➔ Renforcement des mécanismes de contrôle et de supervision
- ➔ Conception, vulgarisation et promotion du respect d'un Manuel pour la standardisation des procédures
- ➔ Amélioration de la traçabilité des opérations
- ➔ Digitalisation des procédures

Collaboration avec les informaticiens de l'EMIT (cas de la CUF) pour concevoir des logiciels appropriés au traitement des dossiers au niveau du service de l'état-civil




- ➔ Renforcement de la transparence et l'accès à l'information pour les usagers (*standards de service, affichage etc.*)
- ➔ Mise en œuvre des actions de formation et de sensibilisation à l'éthique et à la lutte contre la corruption au profit et agents concernés



RÉSUMÉ DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE CORRUPTION RÉALISÉE AUPRÈS DE LA COMMUNE URBAINE DE FIANARANTSOA – NOVEMBRE 2025

« Processus : production d'actes d'état-civil »

Objectifs du processus : satisfaction des usagers et amélioration des recettes de la Commune

ETAPES DU PROCESSUS	RISQUES (infractions)	DESCRIPTION DES RISQUES	SEVERITE ¹ DES RISQUES	INFLUENCE ² A REDUIRE LES RISQUES	MESURES ANTI-CORRUPTION ADOPTEES (TPRI) ³ A L'ISSUE DE L'ATELIER	RESULTATS OBTENUS APRES 45 JOURS DE MISE EN ŒUVRE (MI-NOVEMBRE A FIN DECEMBRE 25)
Réception des dossiers des usagers	Corruption passive Corruption active	L'agent sollicite ou accepte un avantage pour accomplir un acte de sa fonction L'utilisateur propose un avantage à l'agent en échange de l'acceptation de dossiers incomplets /non-respect du délai de traitement	P=3*I=3 : S=9	++	Renforcement de la traçabilité (cahier d'enregistrement) et du contrôle (chefs hiérarchiques), élaboration d'un manuel de procédures , sensibilisation à l' intégrité , affichage des procédures et des tarifs, formation , informatisation – digitalisation	Délai de traitement réduit de 24h à 01h ; Augmentation de 100% des recettes journalières, de 1 à 2 millions Ariary 
Paiement des frais	Concussion, exonération illégale	L'agent exige une somme indue ⁴ , aucun paiement exigé à l'utilisateur	P=2*I=3 : S=6	++		
Traitement des dossiers – production des actes	Abus de fonction, favoritisme	Les agents priorisent le traitement de certains dossiers, dossiers abandonnés /perdus au grand dam des usagers	P=3*I=3 : S=9	++		
Signature des actes par les Adjoints au Maire	Abus de fonction, favoritisme	Les Adjoints signent sans vérifier les quittances de paiement, les dossiers des privilégiés sont signés en priorité, les agents insèrent des dossiers incomplets, les adjoints exigent des avantages en échange de signature ...	P=3*I=3 : S=9	++		

« Principe : choisissez les étapes les plus sévères (S = 6 à 9) sur lesquelles vous avez une influence directe (++) pour identifier et mettre en œuvre des mesures anti-corruption appropriées »



07 procédures digitalisées

Service des greffes de la DRAP Boeny

- Traçabilité des dossiers
- Réduction des risques de perte ou de falsification des documents
- Accélération du traitement des affaires

Gestion des recettes de la CU de Toliara

- Renforcement de la transparence
- Sécurisation des flux financiers et amélioration des recettes

Enregistrement et suivi des dossiers de la Fonction publique Fianarantsoa

- Traitement équitable et standardisé
- Traçabilité et possibilité de suivi des dossiers

Recensement des nouveaux nés à la Maternité du CHU Mitsinjo Betanimena

- Fiabilité des données d'état civil
- Facilité d'accès aux services sociaux
- Réduction des pratiques frauduleuses liées aux enregistrements manuels

Traitement de dossiers administratifs et ouverture établissements scolaires Fianara

- Traitement rapide, équitable et standardisé
- Réduction des interventions discrétionnaires

Gestion des matériels de la DRAE Fianara

- Transparence de la gestion
- Renforcement du contrôle

Obtention du certificat de capacité des taxi-ville et bus Fianarantsoa

- Traitement équitable et transparent
- Efficacité et redevabilité



Appui technique pour la crédibilisation des concours administratifs

01 Ministère de la Justice
Greffiers

02 Ministère de la Justice
Magistrats

03 Ministère Délégué chargé de
la Gendarmerie

- ✗ L'insuffisance des mécanismes internes de supervision, de vérification, de contrôle et de gestion des risques de corruption (défaillance des caméras de surveillance : *cas ENMG*)
- ✗ La non implication effective des STAC dans le processus (*cas Direction de Promotion de l'Intégrité MINJUS*)

Faiblesses constatées

- ✗ La sollicitation tardive du BIANCO à intégrer le processus : dispositifs préventifs non insérés dans les textes régissant l'organisation du concours
- ✗ La non appropriation des principes d'intégrité par certains acteurs impliqués dans l'organisation des concours et recrutements





Les principales recommandations pour une meilleure sécurisation des concours

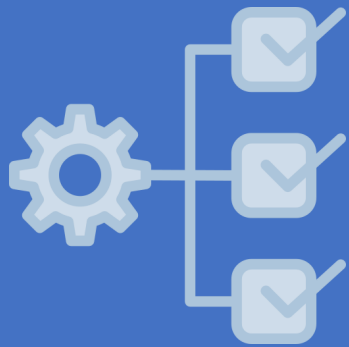
- ➔ Impliquer le BIANCO dès les premières réunions de préparation et la conception de l'arrêté portant ouverture des concours
- ➔ Renforcer l'appropriation par les acteurs des principes et règles de transparence, d'intégrité et de prévention de la corruption applicables aux concours et recrutements
- ➔ Tenir compte du guide de prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs
- ➔ Mettre en place et opérationnaliser des mécanismes internes de contrôle
- ➔ Impliquer les membres de la Structure Anti-Corruption ministérielle, agents engagés et formés à la LCC



05 entreprises accompagnées dans la LCC

- 03 nouvelles FONCTIONS DE CONFORMITE pour mener les actions de LCC : CMM – EMTH- Polyclinique NEXT
- 01 CARTOGRAPHIE DES RISQUES : SMMC
- 04 POLITIQUES ANTI-CORRUPTION : CMM – EMTH- Polyclinique NEXT - SMMC





Réalisations en matière d'Éducation

Mobiliser le soutien
du public ...



« Éduquer la population sur les dangers de la corruption et la nécessité de la combattre »



VOLET « ÉDUCATION – COMMUNICATION »

Réseautage des jeunes

01



Responsabilisation des jeunes
dans la LCC

Formation des agents publics

02



Promotion de la culture d'intégrité

Appui dans la mobilisation des agents publics

03



Responsabilisation des agents
publics

Accompagnement des structures relais

04

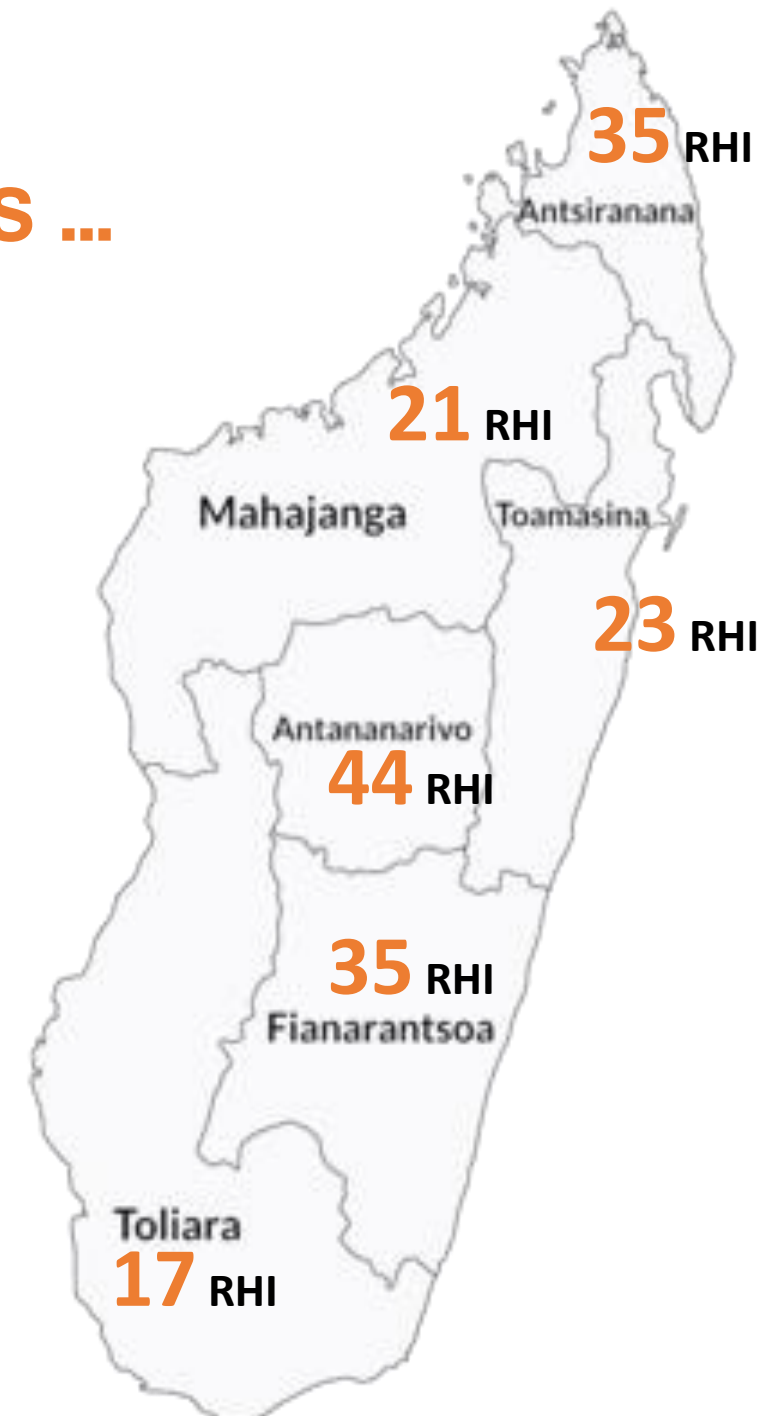


Mobilisation des OSC,
Organisations confessionnelles,
Journalistes, Notables, etc .



Réseautage des jeunes parmi les références mondiales ...

175 RHI opérationnels
9 175 jeunes engagés



« Vers une génération sans corruption... »



Formation des enseignants du module LCC dans les programmes scolaires

12 séances, 11 DREN et plus de 300 enseignants formés

Constats et résolutions :

- **Module à améliorer et à mettre à jour avec le MEN**
- **Nécessité de fournir des matériels didactiques appropriés aux enseignants**





Formation des agents publics

01 module LCC élaboré et inséré dans le programme de formation initiale et continue de l'ENSD

09 Ecoles de formation disposant de module :

- ENAP (magistrat en cours mise à jour)
- EGNA
- ACMIL
- INFA
- ENSP
- ENMG
- CNFTF
- ENAM
- IMATEP





Une hausse de 42% du nombre d'agents publics mobilisés

204 STACs accompagnées et
4 689 agents publics
mobilisés



Mobilisation de 602 maires, adjoints au maire, présidents ou vice-présidents de conseil communal et trésoriers comptables dans 08 régions : Sofia, Betsiboka, Matsiatra Ambony, Diana, Boeny, Atsimo Andrefana, Anosy et Androy





Renforcement de la collaboration avec les structures relais



Participation aux événements organisés par le BIANCO

Organisation d'évènements de mobilisation des citoyens



Veille, interpellation et dénonciation

107 structures relais accompagnées dont **12 coalitions**
56 doléances reçues des relais



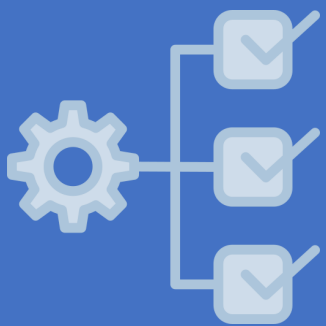
Implémentation des engagements internationaux



- ✓ Participation à des réunions internationales et régionales (*Globenetwork, AACCA, IAACA, Etats Parties CNUCC, etc.*)
- ✓ Célébration de la JILCC et la JALCC

- ✓ Paiement des cotisations 2024 (AAACA)
- ✓ Coopération avec les autres agences, les partenaires techniques et financiers, et les organismes internationaux (*Basel Institute, OLAF, FCC etc.*)





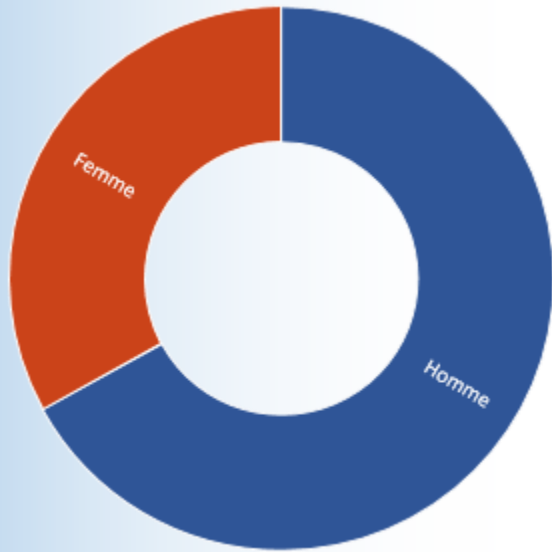
Administration et Finances

Combiner efficacité
et rationalisation



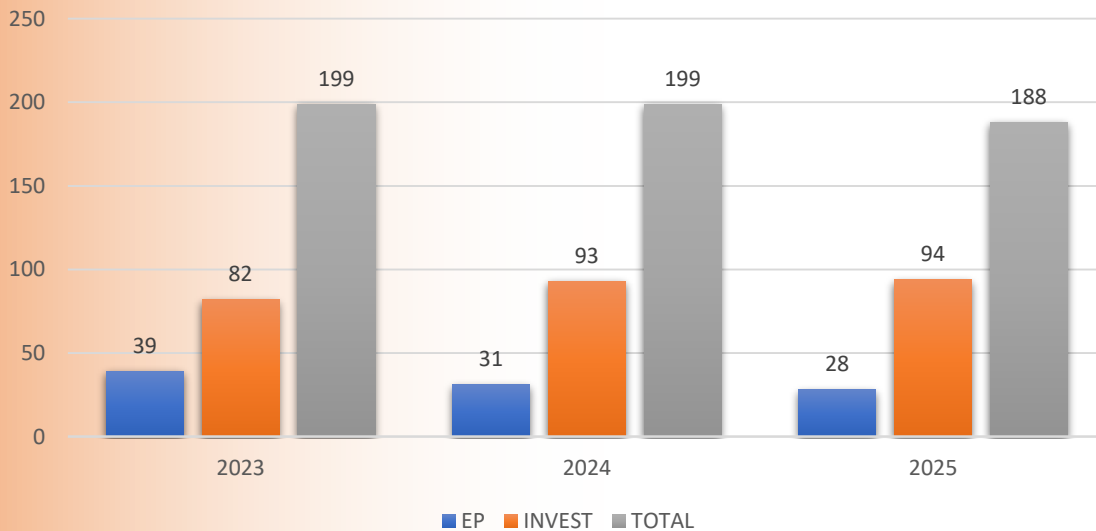
*« Optimiser la gestion des ressources humaines,
matérielles et financières »*

Nos Ressources humaines



62 Femmes
126 Hommes

Evolution du personnel



**Une diminution du personnel de
199 (2024) à 188 (2025)**

**Pas poste budgétaire depuis
2020**

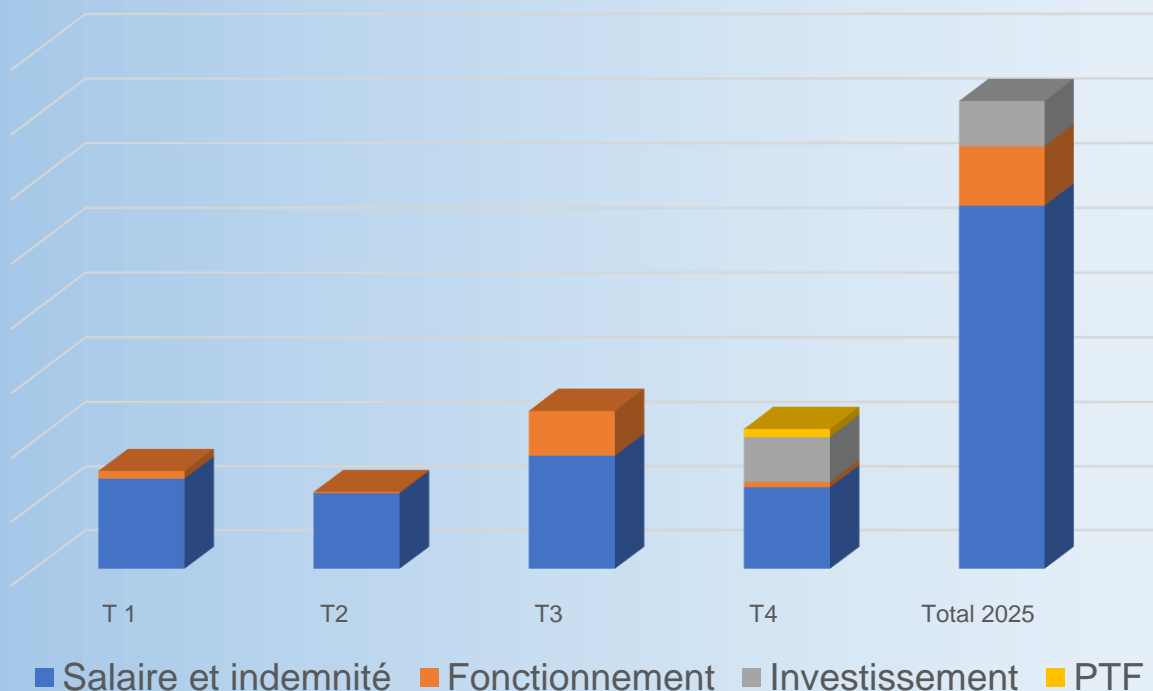
**Redéploiement du personnel
pour renforcer l'équipe des
investigateurs**



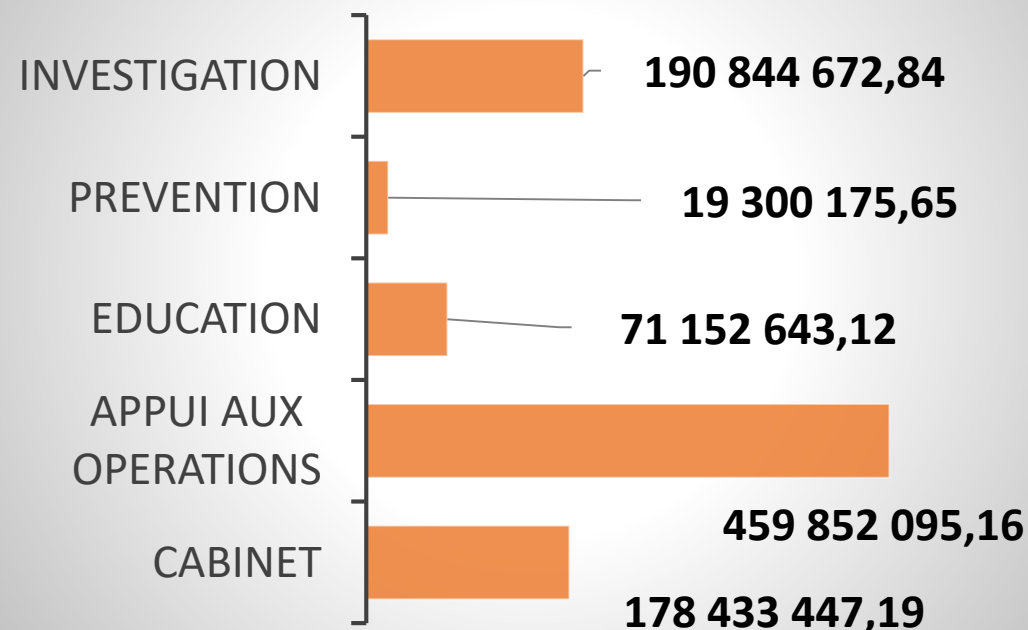
Nos ressources financières

Une diminution de 16% du budget de fonctionnement

Répartition du budget 2025



Récapitulatif des dépenses 2025



Compte tenu des charges fixes, seules 20,75% sont allouées aux investigations contre 9,84% pour les activités d'Education et de Prévention



Contribution des partenaires techniques et financiers



Gestion dynamique des DP
Ar 1 266 807 905,07



Mise en œuvre de la SNLCC
Ar 123 292 000,00



Insertion module LCC dans le programme de formation de l'ENSD
Ar 53 000 200



Formation des responsables dans le cadre de la gestion des fonds d'urgence
Ar 3 626 400



Principales contraintes vécues

Insuffisance des ressources notamment humaines et matérielles :

- 70 investigateurs ne suffisent pas pour à la fois apurer les instances cumulées des années précédentes (plus de 3000 dossiers) et traiter les 1 400 doléances crédibles reçues en 2025.
- Pour le volet Education et Prévention, seulement trois éléments opérationnels par Direction Territoriale.
- Insuffisance et la vétusté des matériels roulants et informatiques.

Indisponibilité des fonds en quantité suffisante et au moment opportun.

Insuffisance des moyens à la disposition permettant de mettre en œuvre la politique interne de lutte contre la corruption et les recommandations issues des cartographies des risques.

Obstacles liés aux immunités et privilèges de certaines catégories de personnes impliquées dans les affaires de corruption.



Perspectives 2026

Mettre fin à l'impunité

- 👍 Renforcement du recouvrement des avoirs provenant de la corruption à travers les gels et saisies.
- 👍 Harmonisation des procédures et renforcement de capacités des agents investigateurs en matière de procédures/pratiques de gel et de saisie.
- 👍 Apurement des dossiers en instance en renforçant l'effectif des équipes jusqu'à 100 investigateurs opérationnels.
- 👍 Renforcement de la collaboration interinstitutionnelle et la coopération internationale.
- 👍 La mise en place d'une antenne spéciale à l'aéroport de Nosy Be et des antennes régionales, notamment à Antsohihy – Région Sofia.
- 👍 Promotion de la plateforme i-Toroka afin de recevoir des doléances de qualité.

Propulser l'approche multi-acteurs, les partenariats et la synergie

- 👍 Mobilisation des secteurs à adopter et mettre en œuvre leurs Politiques Internes de Lutte Contre la Corruption.
- 👍 Renforcement de la coordination et l'accompagnement des Structures Anti-Corruption.



*Ensemble, nous vaincrons
la corruption*

Bureau Indépendant Anti-Corruption

Adresse

*Villa « La Piscine » Ambohibao - BP 399 - 101
Antananarivo*

Contact

(+261)33 02 002 96

EMAIL

bianco.dg@bianco-mg.org